



Groupement Hospitalier de Territoire Basse Alsace Sud Moselle

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'Offres Ouvert

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**Hôpitaux Universitaires de Strasbourg,
Établissement support du GHT n° 10 Basse Alsace Sud Moselle**

Objet de la consultation :

Travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments

CPV

CPV principal de la consultation :		45453000-7
Lot 05.1 :	Menuiserie bois et Anti X	45421000-4
- CH ERSTEIN – CH ERSTEIN VILLE - Hôpital de ROSHEIM		
Lot 05.3 :	Menuiserie bois et Anti X	45421000-4
- EPSAN		
Lot 05.4 :	Menuiserie bois et Anti X	45421000-4
- CHD BISCHWILLER		
Lot 05.7 :	Menuiserie bois et Anti X	45421000-4
- HUS pour site Hôpital Civil		
Lot 05.8 :	Menuiserie bois et Anti X	45421000-4
- HUS pour site Hôpital de HautePierre		
Lot 16.1 :	Occultations Fermetures	45421143-8
- HUS – CH ERSTEIN - Hôpital de ROSHEIM		
Lot 16.2 :	Occultations Fermetures	45421143-8
- CH SAVERNE		
Lot 16.3 :	Occultations Fermetures	45421143-8
- CHD BISCHWILLER		
Lot 16.4 :	Occultations Fermetures	45421143-8
- CH WISSENBURG		
Lot 18.1 :	Serrurerie Métallerie	45421140-7
- HUS – CH ERSTEIN - Hôpital de ROSHEIM		
Lot 18.2 :	Serrurerie Métallerie	45421140-7
- CH SAVERNE		
Lot 18.3 :	Serrurerie Métallerie	45421140-7
- CHD BISCHWILLER		
Lot 18.4 :	Serrurerie Métallerie	45421140-7
- CH WISSENBURG		

Consultation établie en application du Code de la Commande Publique

Date limite de réception des offres :

Jeudi 21 janvier 2021 avant 16 heures 00, délai de rigueur

(Le fuseau horaire de référence est celui en vigueur à Paris)

Les documents correspondant à cette consultation (DCE) sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ATTENTION : RÉPONSE DÉMATÉRIALISÉE OBLIGATOIRE SUR LA PLATEFORME PLACE

SOMMAIRE

Article 1.	Informations générales de la consultation	4
1.1	Objet de la consultation et intervenants	4
1.2	Durée du marché public et lieux d'exécution	4
1.3	Allotissement	4
1.4	Forme du marché public à conclure et modalités d'exécution	5
1.5	Variantes, options et prestations supplémentaires éventuelles	6
1.5.1	Variantes à l'initiative du soumissionnaire	6
1.5.2	Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur	6
1.5.3	Options	6
1.5.4	Prestations supplémentaires éventuelles	6
1.6	Demandes de renseignements	6
Article 2.	Modalités de participation à la consultation	6
2.1	Conditions de participation des candidats	6
2.1.1	Groupement d'opérateurs économiques	6
2.1.2	Sous-traitance	7
2.2	Modalités d'obtention du dossier de consultation	7
2.3	Contenu du dossier de consultation et pièces constitutives du marché public	8
2.3.1	Dossier de consultation	8
2.3.2	Documents relatifs à la candidature	8
2.3.3	Documents relatifs à l'offre	9
2.3.4	Présentation des propositions	10
2.4	Échantillon, essais, visite sur site	10
2.4.1	Visite	10
2.4.2	Fourniture d'échantillon	10
2.4.3	Essais de matériel	10
2.5	Modalités de transmission des offres	10
2.5.1	Modalités d'accès au profil acheteur PLACE	11
2.5.2	Anticipation des dépôts	11
2.5.3	Copie de sauvegarde	11
2.5.4	Modalités de signature de fichiers	12
2.6	Date limite de réception des offres et modifications du dossier de consultation	12
2.7	Délai de validité des offres	12
Article 3.	Sélection des candidatures et attribution des marchés publics	12
3.1	Sélection des candidatures et jugement des offres	12
3.1.1	Examen de la candidature	12
3.1.2	Examen de l'offre	13
3.1.3	Examen de la candidature	15
3.1.4	Négociation [en procédure adaptée]	15
3.1.5	Information de rejet et notification du marché	15
Article 4.	Différends et litiges entre les parties	15
Article 5.	Renseignements complémentaires	15

PRÉAMBULE

Contexte réglementaire des GHT

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) sont nés en 2016, de la loi de modernisation du système de santé.

Ils sont un nouveau mode de coopération obligatoire entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire.

Le GHT est une stratégie collective médico-soignante mise en œuvre au sein d'un territoire et au service de la prise en charge des patients. Cette stratégie collective est formalisée dans un projet médico-soignant partagé conçu par les professionnels pour leurs patients et garantit une offre de proximité, de référence et de recours. Le GHT est aussi la mutualisation de fonctions supports dont les achats pour affecter les moyens indispensables au déploiement du projet médico-soignant partagé et répondre aux besoins des patients du territoire.

Le groupement hospitalier de territoire Basse Alsace Sud Moselle (ci-dessous GHT BASM) regroupe en son sein 13 établissements de santé dont le détail figure à l'article 1.1. L'ensemble des 13 établissements a adhéré à une convention constitutive qui désigne les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg comme étant l'établissement support en charge du pilotage des activités mutualisées.

La fonction achat mutualisée du GHT BASM

Sur le plan juridique, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, en tant qu'établissement support, assurent pour le compte des autres membres la passation des marchés.

Sur le plan organisationnel et afin de permettre la définition et la mise en œuvre de stratégies achats cohérentes dans le territoire, la fonction achat se structure autour de 7 filières réparties comme suit :

1. Filière Logistique/Prestations/Équipements

Cette filière inclut :

- Les prestations logistiques ;
- Les prestations de services et prestations intellectuelles, à l'exclusion des formations ;
- Les équipements, hors équipement biomédicaux.

2. Filière Médicaments/DMS-DMI

Cette filière inclut :

- Les dispositifs médicaux stériles (DMS) ;
- Les dispositifs médicaux implantables (DMI) ;
- Les médicaments.

3. Filière informatique

4. Filière DMNS/biomédical/biologie

Cette filière inclut :

- Les dispositifs médicaux non stériles ;
- Les achats d'équipements biomédicaux ;
- La biologie.

5. Filière « Travaux Maintenance Energie »

Cette filière inclut :

- Les travaux courants ;
- Les travaux de maintenance ;
- Les énergies.

6. Filière opérations immobilières

7. Filière formation

Ces filières ont vocation à coordonner l'identification des besoins des établissements membres du GHT BASM et à déterminer les meilleures stratégies pour y répondre.

Les filières sont coordonnées par des responsables de filières, qui s'appuient sur les équipes achats des établissements membres pour conduire leurs missions.

La présente consultation concerne la filière « Travaux Maintenance Énergie ».

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		3/15

ARTICLE 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation et intervenants

La présente consultation fait l'objet d'un **appel d'offres ouvert** passé en application des articles R 2124-1, R 2124-2 alinéa 1 et R 2161-2 à R 2161-5.

Les marchés publics à conclure concernent les travaux de Courants forts et courants faibles décomposés en six lots géographiques et s'inscrivant dans les travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments des établissements membres du GHT Basse Alsace Sud Moselle (GHT BASM).

Les descriptifs des prestations faisant l'objet de cette consultation figurent dans les pièces techniques du dossier de consultation : le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, le cahier des clauses techniques particulières Commun (CCTPC) et ses annexes, et le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot.

Les établissements concernés par la présente procédure sont les suivants :

Établissements	Lots concernés
<input checked="" type="checkbox"/> Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg – Établissement support	05.7, 05.8, 16.1 et 18.1
<input type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier d'Haguenau	
<input checked="" type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier Départemental de Bischwiller	05.4, 16.3 et 18.3
<input checked="" type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier de Wissembourg	16.4 et 18.4
<input checked="" type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier Sainte Catherine de Saverne	16.2 et 18.2
<input type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier de Sarrebourg	
<input checked="" type="checkbox"/> L'Établissement public de Santé Alsace-Nord (EPSAN) de Brumath	05.3
<input checked="" type="checkbox"/> L'hôpital Saint Jacques de Rosheim	05.1, 16.1 et 18.1
<input checked="" type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier d'Erstein	05.1, 16.1 et 18.1
<input type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier Saint-Luc d'Abreschviller	
<input type="checkbox"/> Le Centre Hospitalier Erstein Ville	05.1
<input type="checkbox"/> L'hôpital de la Grafenbourg de Brumath	
<input type="checkbox"/> L'hôpital local de Molsheim	

1.2 Durée du marché public et lieux d'exécution

Le marché public s'exécutera pour **12 mois** à compter de sa date de notification.

Il est reconductible jusqu'à trois fois de sa durée initiale par tacite reconduction.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

En application de l'article L 2113-6 du Code de la Commande Publique, un marché est conclu entre le titulaire et l'ensemble des membres du groupement de commandes, représentés par l'établissement support ; l'exécution du marché est confiée à chaque établissement membre du groupement pour ce qui le concerne.

Se reporter à la liste des établissements en annexe du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

1.3 Allotissement

Les prestations font l'objet des six lots séparés définis comme suit :

Numéro et désignation du lot
Lot 05.1 : Menuiserie bois et Anti X - CH ERSTEIN – CH ERSTEIN VILLE - Hôpital de ROSHEIM
Lot 05.3 : Menuiserie bois et Anti X - EPSAN
Lot 05.4 : Menuiserie bois et Anti X - CHD BISCHWILLER

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		4/15

Numéro et désignation du lot	
Lot 05.7 :	Menuiserie bois et Anti X - HUS pour site Hôpital Civil
Lot 05.8 :	Menuiserie bois et Anti X - HUS pour site Hôpital de Haute pierre
Lot 16.1 :	Occultations Fermetures - HUS – CH ERSTEIN - Hôpital de ROSHEIM
Lot 16.2 :	Occultations Fermetures - CH SAVERNE
Lot 16.3 :	Occultations Fermetures - CHD BISCHWILLER
Lot 16.4 :	Occultations Fermetures - CH WISSEMBOURG
Lot 18.1 :	Serrurerie Métallerie - HUS – CH ERSTEIN - Hôpital de ROSHEIM
Lot 18.2 :	Serrurerie Métallerie - CH SAVERNE
Lot 18.3 :	Serrurerie Métallerie - CHD BISCHWILLER
Lot 18.4 :	Serrurerie Métallerie - CH WISSEMBOURG

Se reporter au CCTP pour le détail technique.

Chaque lot est attribué à un seul fournisseur et chaque lot est traité en marché public séparé.

1.4 Forme du marché public à conclure et modalités d'exécution

Le marché public sera conclu sous la forme d'un **accord-cadre à bons de commande mono-attributaire** dont toutes les spécifications techniques sont définies dans les présents documents.

Le marché public ne comporte ni seuil minimum ni seuil maximum.

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande émis par l'établissement au fur et à mesure de ses besoins en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la Commande Publique.

À titre d'information et sans engagement contractuel de la part des établissements, ci-dessous une projection du montant de commandes annuel par lot :

Numéro et désignation du lot	Montant annuel HT
Lot 05.1 : Menuiserie bois et Anti X - CH ERSTEIN – CH ERSTEIN VILLE - Hôpital de ROSHEIM	- CH ERSTEIN : 3 000 - CH ERSTEIN VILLE : 3 000 - Hôpital de ROSHEIM ; 2 000
Lot 05.3 : Menuiserie bois et Anti X - EPSAN	100 000
Lot 05.4 : Menuiserie bois et Anti X - CHD BISCHWILLER	10 000
Lot 05.7 : Menuiserie bois et Anti X - HUS pour site Hôpital Civil	250 000
Lot 05.8 : Menuiserie bois et Anti X - HUS pour site Hôpital de Haute pierre	250 000
Lot 16.1 : Occultations Fermetures - HUS – CH ERSTEIN - Hôpital de ROSHEIM	- HUS : 200 000 - CH ERSTEIN : 5 000 - Hôpital de ROSHEIM ; 4 000
Lot 16.2 : Occultations Fermetures - CH SAVERNE	2 000
Lot 16.3 : Occultations Fermetures - CHD BISCHWILLER	10 000
Lot 16.4 : Occultations Fermetures - CH WISSEMBOURG	20 000
Lot 18.1 : Serrurerie Métallerie - HUS – CH ERSTEIN - Hôpital de ROSHEIM	- HUS : 250 000 - CH ERSTEIN : 3 000 - Hôpital de ROSHEIM ; 4 000
Lot 18.2 : Serrurerie Métallerie - CH SAVERNE	1 500
Lot 18.3 : Serrurerie Métallerie - CHD BISCHWILLER	15 000

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		5/15

Numéro et désignation du lot	Montant annuel HT
Lot 18.4 : Serrurerie Métallerie - CH WISSEMBOURG	3 000

1.5 Variantes, options et prestations supplémentaires éventuelles

1.5.1 Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats présenteront une offre unique conforme au dossier de consultation sous peine de rejet de leur offre.

1.5.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le lot consulté ne comporte pas de variante à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

1.5.3 Options

Les options au sens de la réglementation européenne sont consignées comme suit :

- Marché public de prestations similaires : en application des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander des prestations similaires dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence ultérieur conclu avec le titulaire.
- Marché public à tranches optionnelles (articles R2113-4 et suivants du Code de la Commande publique) : le marché public ne comporte pas de tranche optionnelle.
- Marché public reconductible : le marché public est reconductible jusqu'à trois fois.

1.5.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché public ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1.6 Demandes de renseignements

Conformément aux articles R 2132-6 du Code de la commande publique, tous renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile par voie électronique sur le profil acheteur PLACE.

La date limite imposée aux candidats pour déposer leurs demandes complémentaires est fixée au **13 janvier 2021 avant 16h00**.

Le GHT n'est plus tenu de répondre aux questions déposées après le délai imposé aux soumissionnaires dans le présent article.

Il est fortement recommandé aux candidats qui téléchargent le DCE via la plate-forme de s'identifier et d'indiquer une adresse courriel valide.

ARTICLE 2. MODALITÉS DE PARTICIPATION À LA CONSULTATION

2.1 Conditions de participation des candidats

2.1.1 Groupement d'opérateurs économiques

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'opérateurs économiques. Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		6/15

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera tenu par une responsabilité solidaire à l'égard des autres membres.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre opérateurs économiques, le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les cotraitants devront fournir les documents administratifs exigés à l'article 3.1 « documents relatifs à la candidature » du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

2.1.2 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans le respect des conditions fixées aux articles R 2193-1 à 2193-21 du Code de la Commande Publique.

La demande d'agrément doit être présentée par le candidat soit au moment, soit après le dépôt de l'offre. Elle prend la forme d'un acte spécial (formulaire DC4)

- **Si la demande est présentée au moment du dépôt de l'offre**

Elle doit mentionner :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- une présentation des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

La présentation de ces éléments n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement ; le pouvoir adjudicateur est libre de le refuser.

La notification du marché public vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement prévues.

- **Si la demande est présentée après le dépôt de l'offre :**

Le CCAP précise les conditions d'acceptation et d'agrément d'un sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché public.

2.2 Modalités d'obtention du dossier de consultation

En application des articles R 2132-1 à 2132-3 du Code de la Commande publique, les sociétés doivent télécharger le Dossier de Consultation (DC) dans son intégralité, via la plateforme des achats de l'État PLACE dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Depuis le 1^{er} janvier 2010 et conformément à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux fonctionnalités des Profils d'Acheteurs (cf. article 1.II.5) l'identification des Opérateurs Économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire. Cependant, l'attention des candidats est appelée sur le fait que l'identification permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DC. Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Pour tout renseignement relatif au site de dématérialisation, le candidat peut accéder au guide d'utilisation du site, en téléchargeant la documentation gratuite sur

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Afin de télécharger le DC, le candidat doit impérativement vérifier sa configuration et installer les éléments indispensables afin d'accéder à l'espace de téléchargement, il doit notamment disposer d'un Applet JAVA dont la version à jour de la JRE « Java Runtime Environment » est téléchargeable en ligne à l'adresse suivante :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		7/15

Cette adresse liste également les prérequis et permet au candidat de tester sa configuration et de s'entraîner sur une consultation test. Il peut aussi, pour tout problème de connexion ou de téléchargement contacter le service assistance de la plateforme sur <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou par email : place.support@atexo.com

2.3 Contenu du dossier de consultation et pièces constitutives du marché public

2.3.1 Dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation ;
- L'acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes (CCAP) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du GHT BASM, fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes propres à chaque lot dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du GHT BASM, fait seul foi et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Commun et ses annexes (CCTP) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du GHT BASM, fait seul foi et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le candidat a la possibilité de fournir, en lieu et place des DC1 et DC2, le DUME (Document unique de marché européen), à l'appui de sa candidature.

Les formulaires types sont disponibles gratuitement et régulièrement actualisés sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

2.3.2 Documents relatifs à la candidature

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- **La lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1)**
- **La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)**
- **Le cas échéant, la déclaration de sous-traitance (DC4)** et pièces complémentaires signalées sous l'article 2.1.2 du règlement de consultation,
- **La copie du ou des jugements prononcés à cet effet si le candidat est en redressement judiciaire**
- **Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché public réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles**
- la déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public
- les certificats de qualifications professionnelles cités suivants :

Numéro du lot	Qualification minimale	Effectif minimal
Lots 05.1 et 05.4	QUALIBAT : 4322 - Fabrication et pose de menuiserie en bois (Technicité confirmée) OU Références probantes	Au moins 2 salariés
Lots 05.3	QUALIBAT : 4322 - Fabrication et pose de menuiserie en bois (Technicité confirmée) OU Références probantes	Au moins 5 salariés
Lots 05.7 et 05.8	QUALIBAT : 4322 - Fabrication et pose de menuiserie en bois (Technicité confirmée) OU Références probantes	Au moins 8 salariés

Numéro du lot	Qualification minimale	Effectif minimal
Lot 16.1	Qualibat : 4571 - Fourniture et pose de persiennes, volets battants et coulissants, portes couliss. et pliantes, jalousies, volets roulants, protections solaires (Technicité courante) OU Références probantes	Au moins 5 salariés
Lot 16.2, 16.3 et 16.4	Qualibat : 4571 - Fourniture et pose de persiennes, volets battants et coulissants, portes couliss. et pliantes, jalousies, volets roulants, protections solaires (Technicité courante) OU Références probantes	Au moins 2 salariés
Lot 18.1	Qualibat 4411 - Métallerie (Technicité courante) OU Références probantes	Au moins 6 salariés
Lot 18.2, 18.3 et 18.4	Qualibat 4411 - Métallerie (Technicité courante) OU Références probantes	Au moins 3 salariés

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité sont éliminées.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Ou

- **Le Document unique de marché européen (DUME)** dûment complété et rédigé en langue française.

Conformément aux dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et les moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Lors de l'attribution du marché¹, les documents suivants seront exigés :

- **Certificat attestant la souscription des déclarations fiscales pour l'année en cours**
- **Certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale pour l'année en cours**
- **Extrait de K-bis datant de moins de trois mois**
- **Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat** (ou les membres en cas de groupement)
- **Attestation d'assurance responsabilité professionnelle/civile en cours de validité**
- **RIB**

2.3.3 Documents relatifs à l'offre

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement,
- Le bordereau des prix unitaires dûment complété,
- Toutes les pièces demandées au CCTP,
- Le mémoire technique qui met en exergue, pour le déroulement global du marché public, les éléments pertinents qui permettent d'apprécier les critères de choix.

¹ Pour une accélération de la procédure, les candidats peuvent fournir, s'ils le souhaitent, ces documents lors du dépôt.

**Attention :**

Il est demandé aux différents soumissionnaires de veiller tout particulièrement à compléter toutes les positions citées dans le bordereau des prix unitaires.

Les dossiers devront parvenir avant la date et heure fixées à l'article 2.6, et seront envoyées au pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 2.5 du règlement de consultation.

Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats ont la possibilité de compléter et signer l'acte d'engagement. La signature du formulaire est possible mais n'est pas obligatoire ; seul le soumissionnaire dont l'offre est retenue est tenu de le signer. Cependant, dès lors que le soumissionnaire choisit d'apposer sa signature électronique, celle-ci doit être conforme aux dispositions de l'article 2.5.4 du présent RC.

Les candidats sont, à défaut, informés que seul le dépôt de leur offre (offre financière, BPU, DDQE, DPGF, fiche prix, etc.) vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué, aux conditions de l'offre transmise.

2.3.4 Présentation des propositions

Les réponses des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres et les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

2.4 Échantillon, essais, visite sur site

2.4.1 Visite

La visite des sites et bâtiments est facultative.

Les dates et heures de la visite des lieux éventuelle sont à définir avec les référents désignés en annexe 1 du CCAP.

Les personnes se présentant pour la visite sont tenues de s'équiper des équipements individuels de sécurité requis et d'une pièce d'identité.

2.4.2 Fourniture d'échantillon

Sans objet.

2.4.3 Essais de matériel

Sans objet.

2.5 Modalités de transmission des offres

Les candidats transmettront leur proposition **exclusivement par voie électronique**. Conformément à l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique, et de l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics, **le Pouvoir Adjudicateur impose la transmission des offres par voie électronique** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

En conformité avec l'article R2132-12 du Code de la commande publique, l'utilisation de moyens de communication électronique n'est cependant pas imposée pour :

- l'envoi des maquettes, prototypes ou échantillons ;
- des raisons de sécurité, de protection des données ou de confidentialité ;
- lorsqu'en raison du marché la dématérialisation nécessite des outils informatiques ou formats de fichier qui ne pas communément disponibles ou nécessite un équipement de bureau que n'est pas communément disponible.

Les noms des fichiers ne doivent pas comporter plus de 35 caractères sous peine d'impossibilité d'ouverture des fichiers.

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		10/15

Les modalités de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés sont régies, notamment, par les articles R2132-1 à R2132-14 du Code de la commande publique, l'arrêté du 27 juillet 2018 n°0178, l'arrêté du 14 décembre 2009 et l'arrêté du 12 avril 2018 n°0092.

2.5.1 Modalités d'accès au profil acheteur PLACE

Le soumissionnaire doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés figurant dans la Rubrique « Aide » Outils Informatiques » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Test de la configuration du poste : La remise d'une réponse électronique exige l'utilisation d'un programme (applet). Ce programme assure le formatage des fichiers de réponse ainsi que les opérations de signature et de chiffrement, le cas échéant. Cet applet nécessite une configuration spécifique de votre poste de travail.

Nous vous conseillons de vérifier les prérequis pour la remise électronique d'une réponse dans la rubrique « Se préparer à répondre » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

2.5.2 Anticipation des dépôts

Le soumissionnaire est invité à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception de manière certaine.

Conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur rappelle que si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule la dernière offre reçue pour le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

2.5.3 Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article R2132-11 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques pourront adresser en parallèle une copie de sauvegarde sur papier ou autre support informatique placée dans un pli scellé.

Le Pouvoir Adjudicateur rappelle que les réponses, non accompagnées d'une copie de sauvegarde et affectées par un virus, sont réputées n'avoir jamais été remises. Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (courriel, etc.).

Pour être valablement utilisée, cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres et porter les indications suivantes :

Hôpitaux Universitaires de Strasbourg – 1 Place de l'Hôpital – 67000 STRASBOURG
Bâtiment du Pôle Investissements / Logistique / Achats
Bureau 16 du lundi au vendredi inclus (hors jours fériés) de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

« Copie de sauvegarde »
« Offre pour consultation N° DIT-2020489 »
« Appel d'Offres Ouvert : Travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments
- n° de lot à préciser - »
« NE PAS OUVRIR »
Nom du candidat – à renseigner

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant « les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde », la copie de sauvegarde ne sera que ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		11/15

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Si la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux dispositions des articles R 2184-12 et 2184-13 du Code de la Commande Publique.

2.5.4 Modalités de signature de fichiers

Lors de la constitution de sa réponse en ligne, le candidat a la possibilité de signer des fichiers au moyen de son certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

Les certificats de signature doivent être conformes aux arrêtés du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et du 13 juin 2014 portant approbation du référentiel général de sécurité, c'est-à-dire conformes au règlement n°910/2014 dit « eIDAS ». Si le soumissionnaire dispose d'un certificat R.G.S. niveau **, l'arrêté du 12 avril 2018 a abrogé son utilisation, cependant il laisse la possibilité d'utiliser un tel certificat au-delà de cette date mais uniquement le temps de sa validité. Au-delà, un tel certificat ne vaudra pas signature du document.

Il est rappelé que la signature d'un fichier compressé (ZIP) ne vaut pas signature des fichiers qu'il contient. Il est donc nécessaire de signer les fichiers doivent avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents ; l'action de signature crée, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé avec « .sig. » (Par exemple : le fichier AE.pdf devient AE.pdf-signature1.xml).

Le soumissionnaire est informé que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché, il sera alors scanné et transmis de manière dématérialisée via la plateforme.

2.6 Date limite de réception des offres et modifications du dossier de consultation

La date limite de réception des offres est précisée en page de garde du présent règlement de consultation.

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation jusqu'à six jours avant la date limite de remise des offres ; à défaut, la consultation sera prorogée selon l'importance des informations demandées ou des modifications apportées. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 3. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET ATTRIBUTION DES MARCHÉS PUBLICS

3.1 Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux R 2144-1 à 2144-7 du Code de la Commande Publique. Le jugement des offres donnera lieu à leur classement.

3.1.1 Examen de la candidature

Seules peuvent être examinées les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent document.

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		12/15

En application de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures et en cas d'absence ou d'omission de certaines pièces présentées à l'appui de la candidature, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié qui lui sera notifié.

Le pouvoir adjudicateur élimine les candidatures qui, en application de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, ne peuvent être admises.

3.1.2 Examen de l'offre

L'acheteur vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

En application de l'article R 2152-2 du Code de la Commande Publique, il peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai maximum raisonnable qu'il fixe dans la demande de régularisation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères Lots 05 et lots 18	Pondération
1. Valeur technique de l'offre	60%
Sous-critère 1 : les principes organisationnels relatifs aux conditions de sécurité, d'hygiène hospitalière et des risques amiante et plomb.	20%
Sous-critère 2 : les principes organisationnels relatifs aux interventions d'une certaine ampleur en insertion avec d'autres corps d'état.	30%
Sous-critère 3 : les principes organisationnels relatifs aux interventions urgentes	30%
Sous-critère 4 : les principes organisationnels relatifs à la délivrance des Dossiers d'Ouvrages Exécutés et des déclarations de conformité aux textes en vigueur.	10%
Sous-critère 5 : Les principes organisationnels relatifs à la réduction des nuisances environnementales.	10%
2. Prix	40%
	100%

Le critère de la valeur technique de l'offre est apprécié sur la base du mémoire technique qui met en exergue les éléments signalés en sous-critères pour le déroulement global du marché public :

Sous-critère 1	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre pour assurer la prévention des risques dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène hospitalière et des risques amiante et plomb.
Sous-critère 2	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre afin de répondre aux besoins des établissements du GHT BASM en termes d'interventions d'une certaine ampleur en insertion avec d'autres corps d'état.
Sous-critère 3	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre afin de répondre aux besoins des établissements du GHT BASM en terme d'interventions urgentes.
Sous-critère 4	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre afin de produire dans un délai raisonnable : - les plans d'exécution sous format informatique ; - les notes de calculs structurelles (le cas échéant) ; - les Dossiers des Ouvrages Exécutés ; - les déclarations de conformités aux textes en vigueur applicables (marquage CE, PV de résistance au feu).

Sous-critère 5	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre afin de répondre aux problématiques de réduction des nuisances sonores, des émissions de gaz à effet de serre, des rotations des moyens de transport et des distances d'approvisionnement des chantiers.
----------------	---

Critères Lots 16	Pondération
1. Valeur technique de l'offre	60%
Sous-critère 1 : les principes organisationnels relatifs aux conditions de sécurité, d'hygiène hospitalière et des risques amiante et plomb.	20%
Sous-critère 2 : les principes organisationnels relatifs aux interventions d'une certaine ampleur en insertion avec d'autres corps d'état.	10%
Sous-critère 3 : les principes organisationnels proposés par l'entreprise pour répondre aux demandes de travaux et les réaliser dans des délais adaptés.	60%
Sous-critère 4 : Les principes organisationnels relatifs à la réduction des nuisances environnementales.	10%
2. Prix	40%
	100%

Le critère de la valeur technique de l'offre est apprécié sur la base du mémoire technique qui met en exergue les éléments signalés en sous-critères pour le déroulement global du marché public :

Sous-critère 1	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre pour assurer la prévention des risques dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène hospitalière et des risques amiante et plomb.
Sous-critère 2	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre afin de répondre aux besoins des établissements du GHT BASM en termes d'interventions d'une certaine ampleur en insertion avec d'autres corps d'état.
Sous-critère 3	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en place afin de répondre aux besoins des établissements du GHT BASM en terme de délai global d'intervention, et permettant d'apprécier : <ul style="list-style-type: none"> - l'optimisation des processus pour des opérations de remplacement à neuf ou de réparation (devis, approvisionnement, pose, ...) - les capacités d'interventions urgentes demandées ponctuellement (volets ou stores de chambres de patients bloqués fermés par exemple). - la disponibilité d'au moins une équipe d'intervention pour les périodes de congés habituelles (vacances d'été, fêtes de fin d'années, ...)
Sous-critère 4	Les principes organisationnels présentent les modalités spécifiques à ce marché public que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre afin de répondre aux problématiques de réduction des nuisances sonores, des émissions de gaz à effet de serre, des rotations des moyens de transport et des distances d'approvisionnement des chantiers.

Le critère prix est apprécié sur la base du total du bordereau des prix unitaires vérifiés par l'acheteur.

L'engagement contractuel du candidat porte sur les indications de prix unitaires. Si un candidat justifie de l'impossibilité de renseigner le prix unitaire d'une ou de plusieurs positions, ces dernières seront neutralisées pour l'ensemble des candidats.

Le ou les taux d'escompte proposé(s) par le candidat n'est pas pris en compte dans l'évaluation de l'offre.

La note maximale sera attribuée à la meilleure proposition pour chacun des critères.

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		14/15

3.1.3 Examen de la candidature

Les demandes de compléments et leurs réponses ; l'envoi des courriers de rejets et la notification du marché seront adressés, par voie électronique uniquement, à l'adresse courriel renseignée par les soumissionnaires à l'acte d'engagement.

Une attention particulière est demandée aux soumissionnaires. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie notamment quant à la validité de l'adresse courriel, la redirection automatique des e-mails, l'utilisation d'anti-spam, etc...

3.1.4 Négociation [en procédure adaptée]

Il est rappelé qu'en procédure d'appel d'offres, aucune négociation ne peut être menée.

3.1.5 Information de rejet et notification du marché

Les candidats dont l'offre n'est pas retenue en sont informés.

L'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères énoncés ci-dessus sera retenue à titre provisoire dans l'attente de la production par le candidat des certificats exigés pour l'attribution du marché conformément aux dispositions des articles R2143-7 à R2143-10 du Code de la Commande Publique.

La notification du marché public au soumissionnaire classé en position d'attributaire est conditionnée par sa signature des pièces contractuelles. À défaut de cette production, le soumissionnaire classé au rang suivant sera sollicité de même.

Concernant les lots 05.7 et 05.8 :

En application de l'article R2113-1 et dans le but de mieux assurer la satisfaction des besoins des HUS en s'adressant à une pluralité de cocontractants, **ces lots seront attribués à deux titulaires distincts** sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Ainsi, si un même candidat dispose de l'offre la mieux classée sur chacun des deux lots, ce candidat se verra attribué le lot pour lequel il aura indiqué l'ordre préférentiel d'attribution prioritaire. Le lot restant sera attribué au candidat classé suivant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation. Dans ce cas, le soumissionnaire ne pourra engager de recours indemnitaire.

ARTICLE 4. DIFFÉRENDS ET LITIGES ENTRE LES PARTIES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à la présente procédure. En cas d'échec de résolution amiable, l'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 Avenue de la paix
BP 51038 67 070
Strasbourg cedex
greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les procédures de recours sont le référé précontractuel avant la signature du contrat (L. 551-1 et s. du Code de justice administrative), le référé contractuel (L. 551-13 et s. du CJA), et le recours en annulation dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte attaqué ou de la publication de l'avis d'attribution.

ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Délais de paiement : 50 jours (article R2192-11 du Code de la Commande Publique).

Retenue de garantie : aucune retenue n'est appliquée.

Possibilité d'escompte en cas de paiement sous 30 jours.

Désignation	GHT10 : RC Travaux entretien MEN-OCC-SER	V. 11/12/2020	Page
Référence consultation	DIT-2020489		15/15